

<https://ecoleetsociete.se-uns.org/Reforme-lycee-GT-programmes-en-consultation>



École & société

Réforme lycée GT : programmes en consultation

- Éducation - Les lycées -

Date de mise en ligne : jeudi 8 novembre 2018

Copyright © ÉCOLE ET SOCIÉTÉ - Tous droits réservés

Les projets de nouveaux programmes pour le lycée général et technologique sont soumis à la consultation des enseignants du 5 au 20 novembre. Parallèlement, les organisations syndicales sont reçues dans une série de réunions marathon. Les projets revus et corrigés seront soumis au Conseil Supérieur de l'Éducation juste avant les vacances de Noël.

La course contre la montre continue. Après l'écriture au pas de charge en quelques mois des environ 80 projets de programmes par des groupes d'experts dont la composition n'a fait l'objet d'aucun échange au sein du Conseil Supérieur des Programmes (CSP) puis leur validation par le Conseil Plénier du CSP dans des conditions très discutables - les membres du Conseil Plénier ont pris connaissance des projets le matin même pour éviter d'éventuelles fuites- qui ne permettaient pas des débats pluralistes et éclairés, les projets de programmes sont officiellement en [consultation](#) auprès des enseignants et cela, jusqu'au 20 novembre.

En cliquant sur le lien ci-dessus, vous avez accès à la consultation sur eduscol. Ensuite, un lien personnel vous permet de répondre en plusieurs fois si vous le souhaitez aux questions posées. Celles-ci portent sur le cadre général, la lisibilité, la faisabilité et la cohérence avec les finalités annoncées. Deux cadres d'expression libre permettent d'affiner vos remarques.

Le 5 novembre a débuté également un cycle de 15 réunions avec les organisations syndicales d'enseignants sur ces mêmes projets de programmes. Le format des discussions et le peu de temps pour préparer en amont ces réunions ne permettent pas de travailler sur le détail des contenus proposés. Cependant plusieurs remarques s'imposent déjà :

- Les projets sont très souvent lourds en contenus mais pas forcément ambitieux en compétences à travailler.
- Les projets sont marqués par une vision traditionnelle des savoirs scolaires et ne promeuvent guère des démarches pédagogiques en mesure de faire réussir davantage de lycéens et de les préparer aux évolutions en termes de compétences transversales attendues dans un monde bouleversé par la globalisation et le numérique. Ils semblent conçus pour de l'enseignement frontal avec des groupes de 35 élèves...
- Les finalités et objectifs des enseignements de spécialité ne sont pas clairs : ils n'ont pas fait l'objet d'un débat de fond pourtant nécessaire. Doivent-ils "spécialiser" les lycéens en lien avec des études supérieures identifiées ? Doivent-ils construire une culture commune ? Doivent-ils contribuer à élargir les aspirations des lycéens en matière d'orientation ? Les savoirs disciplinaires sont-ils prépondérants ou les compétences sont-elles au centre du projet ? Manifestement, au CSP, on n'est pas trop favorable à l'approche par compétences.
- Les typologies d'exercices proposés à l'évaluation certificative ne sont pas toujours connus : comment alors juger du bien fondé des programmes quand on ne sait pas ce qui sera attendu des élèves ?

Tous les projets ne sont pas décevants ou inquiétants mais ils sont souvent irréalistes dans la mesure où ils ne tiennent pas suffisamment compte du temps réellement disponible pour les mettre en oeuvre. Ils renvoient beaucoup au travail hors la classe des lycéens, une dimension à la fois fragile et inégalitaire.

A la fin de la consultation, le CSP et la DGESCO auront environ 3 semaines pour dépouiller les résultats de la consultation et produire une nouvelle version des projets qui sera soumise à l'avis consultatif du Conseil Supérieur de l'Éducation (CSE). Le ministère prévoit trois jours de travaux préparatoires en commission du 12 au 14 décembre et deux jours de séance plénière du CSE, la dernière semaine avant les vacances de Noël. Les programmes devraient être publiés en janvier pour une mise en oeuvre à la rentrée 2019.

Le SE-Unsa dénonce les conditions dans lesquelles sont élaborés ces programmes, conditions incompatibles avec une réflexion approfondie sur des contenus de formation qui font sens pour tous dans un lycée tourné vers les défis du XXIème siècle. Il s'inquiète d'un retour à un lycée "traditionnel" qui abandonnerait l'objectif de démocratisation de

l'enseignement secondaire et de l'accès à la poursuite d'études post-bac.